

Le pouvoir par tous les moyens, par Maurice Lemoine

Soumis par Maurice Lemoine

13-06-2017

Dernière mise à jour : 13-06-2017

Publié par Venezuela infos dans assemblée constituante, Colombie, Crime de guerre/crime contre l'humanité, histoire de la révolution bolivarienne, impérialisme, Médiamentonges / désinformation / propagande 9 juin 2017

Loin de l'image de jeunes pacifistes réprimés, le Venezuela a vu naître un mouvement organisé et violent de déstabilisation, témoigne notre reporter. La réplique de l'État peine à ramener la concorde, tandis que la Colombie voisine joue désormais le même rôle que la Turquie dans le conflit syrien : francs-tireurs et paramilitaires colombiens (mais aussi vénézuéliens) servent de bras armé à la restauration néolibérale. Ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique, le journaliste Maurice Lemoine (ici au Paraguay) couvre l'Amérique Latine depuis plus de quarante ans. Derniers ouvrages parus : « Chávez Presidente », « Sur les eaux noires du fleuve », « Cinq cubains à Miami » et « Les enfants cachés du général Pinochet ».

TEXTES ET PHOTOS : MAURICE LEMOINE, DE RETOUR DE CARACAS

Venezuela. Ce 13 mai, tandis que des pneus crament sur la chaussée, une foule d'opposants au président Nicolás Maduro stationne sur la place Francia du quartier bourgeois d'Altamira (est de Caracas). « J'ai 57 ans, j'ai connu diverses présidences et, bien qu'il y ait toujours eu de la pauvreté et de l'insécurité, il y avait une bonne qualité de vie, nous explique une femme élégante. Hélas, depuis [Hugo] Chávez, la situation a bien changé... » Perplexe, elle fixe l'épais nuage de fumée qui s'élève à proximité : « Des jeunes ont monté une barricade, la Garde nationale est arrivée et il y a eu une grande confusion. Un autobus a été incendié, mais cela n'a pas été provoqué par les manifestants, il a brûlé (elle cherche ses mots) spontanément. » Autour d'elle, la paranoïa rôde, instillée depuis des lustres par les médias : « Ce sont des collectifs infiltrés qui ont fait ça. » Les supposés paramilitaires du « régime », systématiquement accusés de tous les maux. Notre interlocutrice, elle, nous fixe avec gentillesse : « Vous êtes seul ? Faites attention, il y a des délinquants qui pourraient vous voler vos appareils photos. »

Casqués, cagoulés, agressifs, ceux qu'elle évoque à demi-mot s'activent autour de la carcasse métallique du bus calciné qu'ils dépècent pour le transformer en nouvelles barricades. Recueilli par la police municipale du quartier de Chacao, le chauffeur du véhicule exposera les faits : ce sont bien six voyous qui, au nom de la lutte contre le « chavisme », ont incendié son outil de travail après l'avoir séquestré et détourné de son trajet. Trois ans d'émeutes

À la mort de Chávez, dans le but de neutraliser définitivement la révolution bolivarienne, les radicaux de la Table d'opposition démocratique (MUD) ont entrepris d'empêcher Maduro, élu démocratiquement, de consolider son pouvoir. Jouissant d'un fort appui international — un décret de Barack Obama faisant du Venezuela « une menace pour la sécurité nationale des États-Unis » et l'arrivée à la tête de l'Organisation des États américains (OEA) d'un inconditionnel de Washington, l'Uruguayen Luis Almagro —, ils ont lancé une offensive de guérilla urbaine en 2014 sous le nom explicite de la Salida (la sortie) et, en l'absence de résultat tangible (hormis 43 morts et plus de 800 blessés!), accentué une « guerre économique » destinée à déstabiliser le pays. Cette fois avec un succès certain. Durement affectée par les pénuries sciemment organisées d'aliments, de médicaments et de produits de première nécessité, une partie des électeurs du « chavisme » a sanctionné le pouvoir, rendu responsable du chaos, en permettant, plus par abstention que par adhésion, une victoire de l'opposition lors des législatives de décembre 2015.

Lors de son installation à l'Assemblée, le 5 janvier 2016, la MUD, désormais majoritaire, annonce un seul et unique objectif, fort peu respectueux de la Constitution : renverser Maduro en six mois ! Et se met immédiatement dans l'illégalité (qui perdure aujourd'hui) en incorporant trois députés dont l'élection a été entachée de fraudes dans l'État d'Amazonas. Ce qui a amené le Tribunal suprême de justice (TSJ) à invalider toutes ses décisions et même, fin mars 2017, à prétendre assumer les fonctions législatives, avant de faire machine arrière pour mettre un terme aux accusations d'« auto-coup d'État ». Bref, depuis maintenant trois ans, pouvoir et opposition se rendent coup pour coup. De sorte que, en torpillant le 6 décembre 2016 un éphémère dialogue entamé sous les auspices de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et du Vatican, l'opposition a réaffirmé sa volonté d'éjecter le chef de l'État, soit en imposant, sans aucune base légale, des élections présidentielles anticipées, soit en le renversant purement et simplement à travers d'incessantes « manifestations pacifiques ». Qui, depuis le 4 avril 2017, ont fait entre soixante-cinq et quatre-vingts morts. Dues à une « répression féroce » si l'on en croit la plupart des médias. Arrivée des combattants

Chaque jour ou presque, dans l'est de Caracas, de quelques centaines de personnes à plusieurs dizaines de milliers de manifestants, selon les cas, prennent la rue. Selon un scénario immuable, de 10h à 14h, ils défilent en ordre

en scandant «liberté!» et en traitant Maduro d'«assassin». Aucune force de l'ordre gouvernementale ne s'oppose à leur progression.

En début d'après-midi, le ton change. Des dizaines d'«encapuchados» (individus masqués) équipés de casques, de masques à gaz, de boucliers décorés de motifs rappelant les croisades, de gants de chantier, de cocktails Molotov et d'armes improvisées, hérirent les carrefours de barricades, de camions confisqués à leur conducteur sous la menace, brûlent des pneus et des détritiques, puis prennent la tête du cortège en direction d'un endroit non autorisé – Ministère de l'intérieur, Conseil national électoral (CNE), TSJ, etc. Entourés de caméras, les leaders surgissent, María Corina Machado, bras et index impératifs tendus vers l'ouest – «la fin de ce gouvernement corrompu approche grâce à l'héroïsme du peuple vénézuélien qui, quoi qu'il en coûte, ne doit pas se laisser arrêter!» –, Henrique Capriles Radonski, les yeux hallucinés (il ne s'agit pas d'une image), lesquels chauffent les troupes avant, prudemment, de se retirer. La production de «victimes de la répression» bat dès lors son plein

est alors que commencent les affrontements et que, systématiquement, les meneurs entraînent une partie de la «manif» sur l'autopista Francisco Fajardo – l'autoroute à six voies qui, est en ouest, traverse la capitale. Les «pacifiques» restant en retrait tout en poussant des hurlements et en applaudissant, les «combattants» provoquent les gardes nationaux (GN), lesquels finissent par intervenir pour dégager la voie, à coups de grenades lacrymogènes et de canons à eau. Tout comme les fonctionnaires de la Police nationale bolivarienne (PNB), et sur ordre du chef de l'État, lors des opérations de maintien de l'ordre, ils n'ont pas le droit de porter d'armes à feu.

Tandis que, pestant contre «la dictature», le gros de la foule reflue entre yeux larmoyants et quintes de toux, des groupes stratégiquement coordonnés s'éparpillent dans les rues avoisinantes qu'ils transforment en terrain de guérilla. La production de «victimes de la répression» bat dès lors son plein. Morts dans les deux camps

Le 31 mai, un rapport du «défenseur du peuple» Tarek William Saab a révélé que, sur soixante-cinq victimes, cinquante-deux sont mortes dans le contexte des manifestations et treize lors de pillages et autres actes de vandalisme. Trois décès mettent en cause des effectifs de la GN, deux la PNB, cinq les policiers des États de Carabobo, du Táchira, du Bolívar, et un la police municipale de Sucre (quartier de Caracas dirigé par l'opposition). Pour ces faits, dans le cadre de l'État de droit, trente-cinq membres des forces de l'ordre ont été mis en examen ou sont recherchés. Mais qui a tué un garde national et deux policiers de l'État de Carabobo? Les cinq personnes qui se sont fracassées contre une barricade et les deux autres assassinées en tentant de franchir les obstacles érigés par des manifestants? Le juge Nelson Moncada Gómez, exécuté de plusieurs balles alors qu'il tentait d'éviter un barrage? Les victimes des «chopos», armes artisanales utilisant des billes de métal ou de verre comme munitions? La vingtaine de personnes qui se trouvaient malencontreusement «à proximité» des manifestations? Les trois «chavistes» pris pour cible depuis un immeuble? Qui a blessé par armes à feu et explosifs six policiers et vingt-deux gardes nationaux?

Tirs «amis»

Plus de 1100 blessés (dont 340 membres des forces de l'ordre) – Avec, certes, une part d'accidents et de ce qu'on appellerait en termes militaires de «tirs amis». Le 31 mai, lors de l'attaque extrêmement violente de la base militaire de La Carlota (Caracas), que nous suivons «en première ligne», il nous est donné d'observer: un excité enflammer ses vêtements et se brûler grièvement avec son propre cocktail Molotov; un individu ramasser une grenade lacrymogène et la relancer maladroitement sur ses amis; le servant d'un bazooka improvisé se faire huer et insulter pour avoir expédié son projectile quasiment sur les opposants; l'utilisateur d'un lance-pierres propulser ses billes métalliques d'une distance telle qu'il a autant de chance d'atteindre les gardes nationaux que les enragés en train de les affronter –

Mais l'explication d'un tel bilan va bien au-delà. Dans le recrutement criminel de bandes de délinquants équipés et rétribués pour semer le chaos. Des bandes armées qui pillent et saccagent. Qui rançonnent les habitants des quartiers «occupés» sous prétexte qu'ils «luttent pour la liberté». Qui, le 22 mai, jour de la «marche pour la santé», incendient des dépôts de médicaments et des centres médicaux! Qui, le 20 mai, à Altamira, l'accusant d'être «chaviste», lynchent le jeune Orlando Figuera, le lardent de coups de couteaux, l'arrosent d'essence et y mettent le feu (il mourra le 3 juin).

La Colombie jouant désormais le rôle de la Turquie dans le conflit syrien, francs-tireurs et paramilitaires colombiens (mais aussi vénézuéliens), bras armé de la restauration néolibérale, opèrent dans les États de Carabobo, Táchira et Mérida. A Barinas, durant un Premier mai de terreur, les bandes criminelles de l'«opposition démocratique» ont imposé un véritable état de siège, attaqué et mis à sac une centaine de commerces, une trentaine d'institutions publiques et laissé quatre morts sur le terrain. L'issue par une Constituante?

Pour sortir de l'impasse, Maduro a annoncé la convocation d'une Assemblée nationale constituante (1). Alors qu'elle réclamait des élections, la MUD ne veut pourtant pas en entendre parler. Dans tout le Venezuela,

y compris au sein du «chavisme critique», dont émerge depuis peu la figure de la procureure générale de la République Luisa Ortega, le débat fait rage. Ex-ministre de l'Économie, le chercheur Luis Salas réfléchit à haute voix: «Le gouvernement a une proposition, qui est discutable, qui ne recueille pas le consensus de tous les Vénézuéliens, mais il a une proposition. Quelle est celle de la droite?» Les faits parlent d'eux-mêmes: déchaîner la violence pour renverser Maduro.

Note :

(1) «Assemblée Constituante, un visage nouveau pour la République, 7 juin 2017, <https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/06/07/lassemblee-constituante-un-visage-nouveau-pour-la-republique/>

Lire aussi «Réfléchir avec les latino-américains» : entretien avec Maurice Lemoine pour la sortie de son livre «Les enfants cachés du général Pinochet»

Source : Le Courrier de Genève

URL de cet article : <http://wp.me/p2ahp2-2GP> Publicités